

Consultation publique de la CRE relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs.

Réponse d'EDF

9 septembre 2013

En complément des éléments développés dans cette réponse, EDF souhaite souligner son soutien à la réponse commune élaborée par l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE.

Remarques de principe

A titre liminaire, EDF regrette que cette consultation relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs n'ait pas été précédée, comme cela en est l'usage, d'une présentation de la problématique ainsi que des différentes options envisagées en Concertation Gaz. Cette pratique permet, en effet, des échanges approfondis avec les acteurs de marché, facilitant l'émergence de solutions efficaces et consensuelles.

De plus, EDF s'interroge sur les raisons poussant la CRE à fixer dès à présent des conditions particulières au bénéfice des gazo-intensifs alors même que le décret définissant leur périmètre n'existe pas encore à ce jour. Il est donc difficile pour les acteurs de marché d'évaluer l'impact des options envisagées et de se positionner sur chacune d'elle.

Sur le fond, EDF tient à marquer son opposition aux deux options proposées par la CRE fondées sur la « préemption » de 40 GWh/j de capacités interruptibles affermissables au 1er avril 2014. En premier lieu, EDF souligne que, dans la mesure où les seuils d'éligibilité au statut de « gazo-intensif » n'ont toujours pas été définis, rien ne permet de déterminer si ces 40 GWh/j de capacités seront de nature à répondre aux besoins de ces clients. En deuxième lieu, EDF estime que l'affermissement de ces capacités peut avoir un impact sur la disponibilité des capacités interruptibles. En dernier lieu, la réservation de ces 40 GWh/j de capacités ne sera pas sans conséquence pour le marché comme le suggère la note technique de la CRE mais représente une véritable perte d'opportunité pour les expéditeurs qui ne pourront y accéder. La question de l'affermissement de ces 40 GWh/j de capacités interruptibles est bien distincte de celle des « gazo-intensifs » et doit donc être instruite en tant que telle au sein de la Concertation Gaz. Cela permettra de déterminer les avantages et inconvénients de cette mesure pour l'ensemble des acteurs afin de définir le meilleur usage possible de ces capacités.

Enfin, EDF rappelle que, lors de la consultation de la CRE du 5 juin dernier relative à l'allocation des capacités Nord/Sud, les acteurs de marché ont clairement exprimé leur besoin de visibilité sur le mécanisme retenu ainsi que sur le volume de capacités commercialisés. Il ne serait pas acceptable que ce sujet vienne retarder, à nouveau, la décision sur les règles finales d'allocation.

EDF demande donc à ce que le groupe de travail adéquat de la Concertation Gaz soit réuni au plus vite afin de permettre aux acteurs de marché d'échanger sur les options proposées par la CRE et éventuellement sur des propositions alternatives.

Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

EDF n'est pas favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?

En premier lieu, EDF souligne qu'il ne convient pas de lier la pérennité du mécanisme proposé à l'orientation prise au sujet de la fusion des places de marché Nord et Sud et que la mise en œuvre de l'option 1 ne constitue pas une garantie de la validation de la fusion des zones. EDF estime qu'il s'agit là de deux sujets distincts qui doivent être traités de manière séparée et indépendante.

Ensuite, EDF estime que la réservation des 40 GWh/j de capacités affermies pour permettre le rattachement contractuel au PEG Nord des sites gazo-intensifs constitue une perte d'opportunité pour l'ensemble des expéditeurs et n'est donc pas indolore pour le marché. De plus, EDF considère que l'option 1 aura un impact direct sur la disponibilité des capacités interruptibles et sera donc de nature à dégrader la valeur de ce produit. En outre, EDF constate que la mise en œuvre de ce mécanisme introduit un traitement différencié entre expéditeurs, d'une part, et au sein même de la catégorie des gazo-intensifs, d'autre part.

Comme indiqué par la CRE, l'option 1 induira une perte de revenu pour GRTgaz qui ne peut, en aucun cas, être portée par la collectivité. De plus, cette option incitant à gérer la modulation des sites « gazo-intensifs » depuis le Nord, l'approvisionnement de ces clients nécessitera un volume de capacité de transport Nord-Sud supplémentaire. Il en résultera un coût supplémentaire pour la collectivité.

Finalement, EDF souhaite une totale transparence sur le niveau de capacités dédiées à ce mécanisme et fixé à 40 GWh/j dans la note technique de consultation. EDF s'étonne que ce niveau soit le même pour l'option 1 et l'option 2 alors que le périmètre des bénéficiaires potentiels est différent. Ainsi, dans l'option 1 seuls « *les sites gazo-intensifs présentant un profil de consommation peu modulé* », raccordés au réseau de transport de GRTgaz, seraient éligibles alors que l'option 2 ouvre la phase 1 d'allocation à l'ensemble des expéditeurs.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

EDF n'est pas favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France, en cohérence avec la position tenue lors de consultation sur l'allocation N/S.

Cette option est d'autant plus critiquable que le mécanisme envisagé par la CRE ne prévoit pas :

- de plafonner les demandes individuelles des participants à la phase 1 au volume annuel physique de livraison divisé par 365 afin de tenir compte du risque significatif de spéculation sur le prix des capacités entre les deux phases ;
- de ne pas permettre aux expéditeurs ayant obtenu de la capacité au tarif régulé lors de la phase 1 de bénéficier des éventuels excédents de revenu issus des enchères de la phase 2 ;
- de réserver la phase 1 uniquement aux sites gazo-intensifs ;
- de ne pas permettre aux expéditeurs ayant participé à la phase 1 du mécanisme de participer à la phase 2 d'allocation aux enchères ;
- de conditionner la participation au mécanisme d'allocation des capacités à la signature préalable, par les sites concernés, d'un contrat d'acheminement avec GRTgaz.

Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?

Comme indiqué lors la précédente consultation, EDF s'oppose à la coexistence de deux phases d'allocation dans la mesure où certains pourront obtenir de la capacité au tarif régulé alors que la majorité des expéditeurs seront soumis aux enchères. Ainsi, EDF estime que cette première phase d'allocation risque de biaiser les résultats de l'enchère, rendant le mécanisme inefficace et perturbant l'économie d'ensemble du système.

EDF souligne également que l'article 39 de la loi 2013-619 du 16 juillet 2013 dispose que les gazo-intensifs « *peuvent bénéficier, pour certains de leurs sites, de conditions particulières d'approvisionnement et d'accès aux réseaux de transport et de distribution de gaz naturel* », ce qui ne signifie pas nécessairement l'octroi d'un avantage portant à la fois sur le volume et sur le prix comme proposé par la CRE.

De plus, la CRE indique que 40 GWh/j de capacités seront disponibles chaque année pour les quatre prochaines années pour la phase 1 alors que les volumes de capacités proposés en phase 2 seront décroissants. Ainsi, pour les années n+3 et n+4, 40 GWh/j de capacités seront proposées en phase 1, limitée à un nombre restreint d'acteurs mais seulement 38 GWh/j seront disponibles en phase 2 à laquelle devrait pourtant participer l'essentiel des expéditeurs.

Finalement, EDF comprend la volonté de la CRE de limiter le prix de revente sur les marchés secondaires au tarif régulé des capacités acquises. Néanmoins, EDF s'interroge sur les modalités opérationnelles d'une telle disposition. EDF estime que cette disposition révèle la possible distorsion de marché liée à l'existence même des deux phases d'allocation à laquelle EDF s'oppose.

Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

Si EDF comprend les contraintes auxquelles certains industriels doivent faire face, EDF estime néanmoins que les tarifs d'accès des tiers au réseau doivent suivre, de manière impérative, un principe de non discrimination évitant ainsi tout risque de distorsion du marché.

A ce titre, EDF souhaite que la CRE ouvre rapidement une période de Concertation avec les acteurs de marché concernés mais limitée dans le temps dans un souci de visibilité. EDF estime que la CRE est en mesure d'organiser au moins deux réunions de concertation jusqu'à la publication des textes réglementaires définissant les seuils d'éligibilité des sites gazo-intensifs. EDF est disposée à participer à une telle initiative afin de faire émerger une solution compatible avec les spécificités propres à chaque acteur.

Par ailleurs, EDF souligne que l'organisation de tables rondes permettant aux acteurs de marché de s'exprimer devant le collège des Commissaires de la CRE est également une bonne pratique qui devrait être systématique pour les problématiques ayant un impact significatif sur le fonctionnement du marché.

ooOoo